



RAPPORT DES 7 ATELIERS VIRTUELS

15 novembre 2021. Extrême droite : comment les stopper en Europe ?

Petro Symonenko (premier secrétaire du Parti communiste d'Ukraine).
L'ultradroite est toujours une arme

qu'exploite le capitalisme. Les capitalistes recourent toujours à la même tactique : passer de la rhétorique de la guerre économique à sa concrétisation, fracturer la société et canaliser la colère de la population contre un ennemi extérieur. En Ukraine, les partis néonazis officiels ont commencé à voir le jour après l'effondrement de l'Union soviétique. De plus, les autorités se sont mises à héroïser les collaborateurs des nazis, les fascistes et les antisémites. Peu à peu, elles ont utilisé les fonds publics et ont pénétré les structures du gouvernement et du parlement. J'ai personnellement alerté le représentant de l'Union européenne (UE) sur le spectre d'une guerre civile en Ukraine. Pourtant, ni l'Europe ni les États-Unis n'ont écouté. J'appelle aujourd'hui la communauté européenne à constituer un front antinazi pour résister ensemble à la menace du fascisme et du nazisme.





Ulrich Schneider (secrétaire général de la Fédération internationale des résistants, FIR). L'augmentation du nombre de partis d'ultradroite au sein du Parlement européen constitue également un risque bien réel. En effet, ils attirent la population à force de populisme pour ainsi recueillir des voix. De même, dans les pays européens, nous sommes témoins de la popularité du discours de l'ultradroite. L'arrivée au pouvoir de ces partis leur offre d'énormes possibilités et l'accès aux ressources pour promouvoir leurs thèses. L'ultradroite présente également une grande capacité de rassemblement. Ils organisent beaucoup d'événements conjoints. Pour exemple : le congrès organisé récemment, en avril, à Budapest, entre autres avec la participation de Marine Le Pen et de représentants du parti de la Ligue du Nord (Lega Nord). De même, il convient de souligner la montée de la violence de l'extrême droite. Leurs actions dans l'est de l'Allemagne l'attestent. En Italie également, ils ont attaqué le siège de la Confédération générale italienne du travail (CGIL).

Algirdas Paleckis (Front populaire socialiste de Lituanie). En Lituanie, la justice et le gouvernement ultraconservateur utilisent la politique de la mémoire comme couverture pour cacher l'échec de leur politique et l'aggravation des conditions de vie et de la situation économique. À cette fin, les autorités patronnent l'extrême droite et les néonazis et elles chantent les louanges des criminel·le·s et des collaborateur·rice·s nazi·e·s. Elles répriment sévèrement quiconque tenterait d'étudier l'histoire en dehors de l'idéologie officielle. J'ai notamment fait l'objet de deux condamnations après avoir tenté d'éclaircir les circonstances de la fusillade du Dimanche sanglant de janvier 1991, à Vilnius. Ma prochaine audience devant le tribunal se déroulera demain. Avant cela, j'avais été arrêté en secret, puis emprisonné pendant près d'un an en l'absence d'accusations et sans pouvoir voir ma famille ni la presse. Cette fois, ils essaient de m'accuser d'espionnage pour le compte de la Russie. Toutes les audiences suivantes se sont déroulées à huis clos.





Elena Yanchuk (Parti communiste de la Fédération de Russie, députée au Parlement de Moscou). La guerre est l'un des moyens utilisés par le capitalisme. Les problèmes sociaux contemporains découlent également des politiques menées par les capitalistes. Par exemple, le discours de l'ultradroite est fortement axé sur le problème que représentent les migrant-e-s. Or ces personnes fuient leurs pays détruits par la guerre. Il est essentiel que la Gauche résiste aujourd'hui à l'influence de l'ultradroite sur la société. Nous devons faire savoir à la population que le projet de la Gauche est valable et crédible. Il est important que la Gauche combatte la discrimination et protège les minorités, tout autant qu'elle amène les travailleur-euse-s ordinaires à l'écouter. Après tout, ils constituent le cœur de sa base électorale. De mon point de vue, étudier les classiques du marxisme et mieux se familiariser avec les ouvrages des communistes, de Lénine et d'autres est d'une grande utilité.

Conny Kerth (présidente de VVN-BDA, Allemagne). Notre organisation n'est pas de gauche. De plus, je ne pense pas que le libéralisme et le capitalisme exercent une influence sur la montée en popularité de l'ultradroite et du fascisme. Cependant, à nos yeux, il est essentiel d'expliquer pourquoi il ne faut pas voter pour les fascistes. Nous exhortons également à éviter de donner l'occasion aux nazis d'organiser des événements et des manifestations. Il faut empêcher que quiconque permette à l'ultradroite de louer des salles de réunion. De plus, aux abords des manifestations, nous distribuons des dépliants et nous expliquons aux personnes qu'elles participent à une activité de l'ultradroite. Par ailleurs, il convient également d'enseigner à la population à faire preuve d'intolérance, notamment face aux déclarations xénophobes ou aux discours contre les minorités et le féminisme.



Olesya Orlenko (Association des amis de l'Humanité). Sur la base d'un échange intéressant et stimulant sur le plan intellectuel, je voudrais signaler qu'il est impossible de résoudre le problème de l'ultradroite en recourant uniquement à des mesures d'interdiction. Nous devons comprendre les motifs qui poussent la population à voter en sa faveur et à adhérer à sa cause. Sur ce point, la coopération et le soutien internationaux sont véritablement déterminants.

17 novembre 2021. « Pour un autre agenda » : prendre le pouvoir sur la connaissance des mains des dominants (brevets, finance, société)



L'atelier consacré à l'« autre agenda »

a été proposé et organisé par un réseau d'acteur·rice·s engagé·e·s autour de ce projet, en commençant par l'Agora des habitants de la Terre, qui en est à l'origine et qui rassemble des intellectuel·le·s et des militant·e·s de tous les continents. Puis transform!europe et le Parti de la Gauche Européenne (PGE) ont décidé de s'impliquer dans ce projet. Enfin, il convient de citer Move Up, la coalition qui a fonctionné pendant le G20 en Italie.

Le travail commence par la construction d'un agenda alternatif à celui des partis dominants, qui est un échec. Le G20 et la CoP 26 l'attestent.

Cet autre agenda doit contester, sur tous les plans, le pouvoir sur la connaissance acquis par les dominants, comme on le voit dans tous les domaines, des brevets sur les vaccins au financement. Il faut un autre agenda permettant également à l'humanité de se réapproprier la vie.

Les propositions présentées par Riccardo Petrella (voir annexe) ont ouvert la voie à un important débat entre des intellectuel·le·s et des militant·e·s de plusieurs continents aux multiples subjectivités culturelles, sociales et politiques.

Participant·e·s :

Riccardo Petrella (l'Agora des habitants de la Terre)

Adriana Fernández (experte en communication, Argentine)

Conny Hildebrandt (co-présidente de transform!europe)

Paolo Ferrero (vice-président du Parti de la Gauche Européenne)

Lucie Sauvé (professeure à l'Université de Québec)

Dorothy Guerrero (Global Justice Now)

Allassane Ba (directeur du Centre humaniste, Sénégal)

Moema Viezzer (écrivaine et féministe, Brésil)

Modérateurs : **Roberto Morea** et **Roberto Musacchio**

Les réflexions et les propositions liminaires ont été appréciées, partagées et enrichies. Parmi les thèmes retenus figurent la formation de la connaissance, les souffrances que le dominant impose notamment dans de vastes régions du monde, tout comme la nécessité d'établir un lien entre la souffrance humaine et l'état de la planète et le besoin d'une nouvelle anthropologie. Comme ce fut reconnu, il faut attaquer les fondements de cette domination (les brevets et la finance).

L'atelier a proposé de constituer un réseau permanent d'intellectuel·le·s et de militant·e·s sociaux·ale·s de tous les continents (en quelque sorte, un Conseil de l'autre agenda), qui serait chargé d'examiner les différentes questions et de mettre sur pied, au cours des deux prochaines années, ce qui s'assimilerait à une assemblée de l'humanité.

L'appel à la participation à ce Forum européen des forces de gauche, vertes et progressistes a été apprécié et nous tenons à exprimer nos remerciements au Forum pour avoir accueilli ces travaux. Un projet comme l'« autre agenda » doit absolument associer des personnes telles que celles qui font partie du Forum. L'atelier a donc proposé que le Forum se charge de ce projet et de la poursuite de sa mise en œuvre.



17 novembre 2021. Combattre la pandémie et lutter pour l'égalité : égalité d'accès pour toutes et tous aux vaccins et traitements développés pour faire face au Covid-19



Cet atelier relatif à l'accès aux vaccins contre la Covid-19, aux traitements et au transfert de technologie fut vraiment intéressant, car il a abordé toutes les étapes requises pour aboutir à une solution. En outre, la diversité des origines et des domaines d'expertise des intervenant-e-s (responsables politiques, représentant-e-s d'ONG, médecins et chercheur-euse-s en sciences sociales) a permis de mener un riche débat.

Marc Botenga (député européen, PTB, Belgique)

Hervé Chneiweiss (président du Comité de bioéthique de l'UNESCO, France)

Tania Crombet-Ramos (directrice de recherche clinique, Centre d'immunologie moléculaire, La Havane, Cuba)

Leena Menghaney (conseillère mondiale en propriété intellectuelle, campagne d'accès MSF, Inde)

Maurice Cassier (économiste et sociologue, directeur de recherche au CNRS, France)

Emmanuel Maurel (député européen, GRS, France)

Charlotte Balavoine (conseillère politique, Parlement européen)

Les participant-e-s se sont interrogé-e-s si la situation actuelle est source d'espoir ou de désarroi. Les chiffres et les données condamnent les producteurs et les gouvernements des pays riches. En effet, Moderna n'a vendu que 0,2 pour cent de ses vaccins aux pays à faible revenu. À peine 14 pour cent des doses promises par les pays riches ont été livrées aux pays les plus pauvres. Pfizer et Moderna,



à eux seuls, empochent quotidiennement 82,2 millions d'euros. Moderna a refusé de transférer sa technologie à une plate-forme régionale de production de vaccins en Afrique du Sud, pays qui a été contraint de mener ses propres recherches et de reporter l'accès aux vaccins à l'année 2024. L'Allemagne a bloqué la levée des brevets, avec l'appui d'autres pays européens. De plus, la Commission européenne a exercé des pressions bilatérales pour que l'Inde retire sa demande de levée des brevets. **Marc Botenga** n'a pas mâché ses mots lorsque, emboîtant le pas au British Medical Journal, il a évoqué un « crime contre l'humanité ». De son côté, **Hervé Chneiweiss** a rappelé que, même si, aujourd'hui, le nombre de décès liés à la Covid est estimé à 5 millions, le chiffre réel se rapproche davantage de 15 millions.

Cependant, la discussion a démarré en faisant allusion aux victoires obtenues. Les laboratoires qui ont commercialisé le vaccin contre le VIH se sont, par exemple, heurtés à une fin de non-recevoir concernant la plainte qu'ils avaient déposée contre l'Afrique du Sud, qui avait suspendu les brevets. En outre, l'âpre combat mené par **Leena Menghaney** a permis aux femmes indiennes d'avoir accès à un traitement générique du cancer du sein. Sans remonter si loin dans le temps, l'intervention de **Tania Crombet-Ramos** nous a quelque peu réconforté-e-s. L'exemple cubain est une bonne source d'inspiration. En pleine crise économique et sous le joug de l'embargo américain, le pays a réussi à produire un vaccin et cinq autres sont sur le point d'être homologués. Cuba a ainsi pu fabriquer 50 millions de doses et le taux de mortalité se chiffre à 0,106 pour cent, contre 2 pour cent dans le monde.

Les solutions sont disponibles. **Maurice Cassier** a d'ailleurs proposé un plan d'action précis, dont la première étape consiste à lever les brevets. Mais ce n'est pas suffisant ! Nous devons également obliger les laboratoires à transférer la technologie afin que les laboratoires locaux puissent produire et distribuer rapidement des vaccins. Comment les faire plier ? Les contrats peuvent être utilisés comme une arme : en matière de contrat de précommande, ils devraient nécessairement incl



ure des clauses de partage de technologies. Cette disposition obéit à une proposition de sénateurs américains datant du 12 octobre. Lorsque la recherche est financée par le secteur public, il est de juste droit que le vaccin devienne un bien public mondial. **Emmanuel Maurel** a conclu en rappelant que, tant qu'elle subsistera quelque part sur la planète, une maladie infectieuse telle que la Covid-19 restera une menace pour le monde entier. D'un point de vue strictement rationnel, une approche que la Commission loue au plus haut degré, la collaboration et le partage nous aideront à vaincre cette maladie.

Le député européen a donc conclu sur une note d'espoir, en gardant certainement à l'esprit les paroles de Tania, pour qui, même si le but semble toujours hors de portée, la persévérance, le courage et la générosité sont nos meilleurs alliés. L'exemple de Cuba devrait nous motiver tou-te-s à nous engager dans un véritable combat contre la Commission et les lobbies des grandes sociétés pharmaceutiques.

18 novembre 2021. Des propositions de gauche pour le Futur de l'Europe

Tous les participant-e-s ont manifesté que le projet sur le futur de l'Europe constitue un moment clé qui doit déboucher sur d'importants changements. Le contexte particulier lié à la pandémie mondiale et au réchauffement de la planète modifie les attentes et les besoins au sein de l'UE. Cependant, dans le même temps, on observe de plus en plus de différences et de contradictions, principalement vis-à-vis d'une partie de l'Europe prête à désertir le projet européen au motif qu'elle ne partage plus les mêmes valeurs.





Cornelia Hildebrandt (co-présidente de transform!europe)

Dimitrios Papadimoulis (vice-président du Parlement européen, député européen SYRIZA, Grèce)

Pierre Laurent (vice-président du Parti de la Gauche Européenne, sénateur PCF, France)

Helmut Scholz (député européen Die Linke, Allemagne)

Ruairí Ó Murchú (député Sinn Féin, Irlande)

Yiannis Bournous (député SYRIZA, Grèce)

Georgi Pirinski (ancien député européen S&D, Bulgarie)

Les participant·e·s ont souligné l'importance d'une approche plus solidaire de la gestion de la dette européenne. Il·elles·s veulent que le pacte de stabilité économique soit remplacé par un pacte plus durable, social et équitable, et que l'UE affiche plus de coopération et de coordination pour relever les défis futurs en matière de santé publique.

La modification des traités requerra le rassemblement des acteurs nationaux et européens, tant au niveau politique qu'au sein de la société civile, des ONG, parmi les citoyen·ne·s et les jeunes Européen·ne·s. Pour ce faire, nous devons dépasser les actuelles limitations et créer une alliance de progressistes de gauche. Nous devons aussi infléchir les règles pour garantir plus de solidarité économique, sociale et fiscale, tout en redynamisant le combat pour la paix et l'agenda pour la paix et la stabilité en Europe.

Les intervenant·e·s ont manifesté que la situation en Irlande liée au Brexit et aux problèmes commerciaux qui en découlent revêt la plus haute importance. Toutes les forces progressistes et la gauche européenne suivent attentivement ces questions.



Enfin, tou-te-s se sont accordé-e-s sur le besoin d'une hausse des investissements publics en défense de nos modes de vie et de réponses à la crise existentielle en Europe, qui passerait principalement par l'instauration d'une « règle d'or verte » permettant de relever à la fois le défi écologique et les enjeux sociaux.

23 novembre 2021. L'argent de l'UE pour des emplois décents : utiliser le fonds de relance pour parvenir à un protocole de progrès social

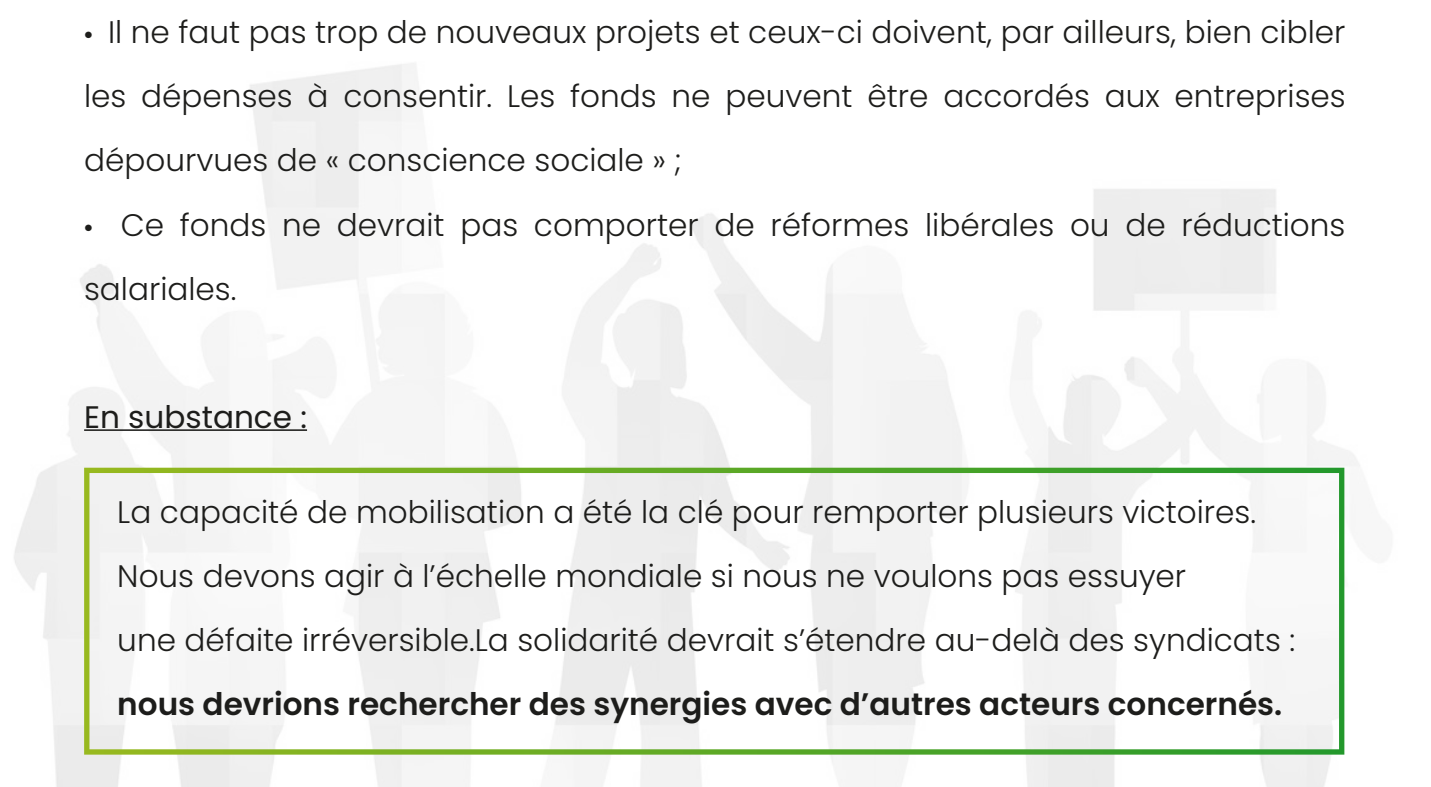


Comme le fameux « pot d'or » au bout d'un arc-en-ciel, le fonds de relance de l'UE devrait déverser des milliards d'euros de subventions et de prêts à bon marché sur l'économie de l'UE. Ces fonds doivent circuler dès que possible. De plus, le succès de cet instrument ponctuel aura un énorme effet d'entraînement sur de très nombreux enjeux.

Il reste à voir s'il permettra de relancer les économies des pays de l'UE de manière à assurer une croissance soutenue et durable à long terme tout en répondant aux attentes des syndicats. Cette question a d'ailleurs figuré au centre des débats.

En substance, plusieurs sujets sont revenus dans les interventions et ont fait l'unanimité parmi les orateur·rice·s. Nous vous les présentons brièvement :

- Un « retour à la normale » est impossible ;
- Les emplois précaires et non protégés devraient être interdits et une clause de conditionnalité devrait être imposée aux sociétés qui souhaitent bénéficier de ces fonds (conditionnalité positive en faveur de la cohésion sociale et des droits sociaux). Il faut donc :

- 
- 
- 1) une révision des règles fiscales afin d'éviter l'austérité,
 - 2) la protection des emplois et du dialogue social lorsque des fonds publics sont injectés dans les plans de relance,
 - 3) davantage de convergence vers le haut,
 - 4) la participation des partenaires sociaux, à chaque étape, dans le cadre du dialogue social tripartite ;
- Il est primordial de faire marche arrière face au démantèlement de la négociation collective ;
 - La démocratie est attaquée dans de nombreux pays de l'UE : nous devons construire un nouveau contrat social pour le XXI^e siècle ;
 - L'argent dépensé pour la transition verte doit également remédier aux conséquences sociales qui en découlent ;
 - La fiscalité est essentielle : l'argent doit être au service de la classe ouvrière, pas des riches,
 - L'octroi des fonds devrait être subordonné à l'interdiction de délocalisation des activités de fabrication (les indicateurs de performance clé — KPI — approuvés dans le cadre de la mise à jour des stratégies industrielles doivent être partagés avec les salarié-e-s),
 - Il ne faut pas trop de nouveaux projets et ceux-ci doivent, par ailleurs, bien cibler les dépenses à consentir. Les fonds ne peuvent être accordés aux entreprises dépourvues de « conscience sociale » ;
 - Ce fonds ne devrait pas comporter de réformes libérales ou de réductions salariales.

En substance :

La capacité de mobilisation a été la clé pour remporter plusieurs victoires. Nous devons agir à l'échelle mondiale si nous ne voulons pas essuyer une défaite irréversible. La solidarité devrait s'étendre au-delà des syndicats :
nous devrions rechercher des synergies avec d'autres acteurs concernés.

24 novembre 2021. Cent Nuances de l'UE : cartographie de l'économie politique des europériphéries

Présentation de l'équipe de recherche interdisciplinaire : Veronika Sušová –

Salminen – histoire/anthropologie (Tchéquie), Valentina Petrović – sociologie/sciences politiques (Serbie), Giuseppe Celi – économie (Italie)

Modération : facilitateur-riche-s de transform!europe : Tatiana Moutinho (Portugal), responsable des « stratégies de coopération pour l'Europe du Sud » et Dagmar Švendová (Tchéquie), responsable de la « stratégie pour l'Europe centrale et orientale ».

Modération silencieuse et boîte de questions/réponses : Liliana Pinto, de l'organisation du Forum européen

« Cent nuances de l'UE – cartographie de l'économie politique des europériphéries » est un travail de recherche mené par transform!europe avec le soutien de la Fondation Rosa Luxembourg dans le but de caractériser les périphéries présentes au sein de l'UE sur les plans socio-économique, politique et culturel.

L'étude complète sera publiée au premier trimestre de 2022 et cet atelier, qui a été organisé dans le cadre du Forum européen 2022, en a dévoilé une série d'éléments.

En guise d'introduction, cet atelier en distanciel a précisé le sens des termes « centre » et « périphérie » et la manière dont les relations centre-périphérie au sein de l'UE ont été abordées :





Plusieurs études récentes ont documenté les tendances en matière de polarisation politique et économique dans l'UE. Comme ce fut souligné, dès le départ, l'intégration européenne s'est caractérisée par la promesse d'une convergence économique et d'une croissance économique entre les pays riches et les pays pauvres. Cette promesse est restée lettre morte (hormis durant la courte période de convergence avant 2008), un constat qui est encore plus évident lorsqu'on examine le développement et la croissance dans l'UE sur le long terme.

Compte tenu des écarts et des inégalités permanents entre les régions, l'étude part du postulat que c'est la structure économique d'un pays qui détermine sa compétitivité, et donc sa croissance. Dans ce contexte, la situation dont hérite un pays influence fortement la manière dont il entamera son intégration à l'UE.

Selon les indicateurs utilisés, plusieurs catégorisations centre-périphérie sont envisageables. De ce fait, une série d'indicateurs socio-économiques ont été sélectionnés pour faciliter la compréhension des différents niveaux de développement dans les trois régions. Ce choix s'est basé sur la littérature et les études des relations centre-périphérie qui sont disponibles (dans ce cas, ce travail se penche notamment sur le PIB par habitant, la croissance, les taux d'endettement et les données relatives à l'informalité, à l'exclusion et aux disparités sociales). En outre, dans la foulée des recherches actuelles sur les relations centre-périphérie au sein de l'UE, ces deux concepts (de centre et de périphérie) sont définis comme étant relationnels, spatiaux et non statiques (Gräbner et Hafele, 2020, et Magone et coll., 2016). Leur caractère relationnel vient du fait que la périphérie n'est pas envisageable s'il n'y a pas de centre. Il est spatial parce que la distance géographique traduit la manifestation d'un processus historique ayant creusé les écarts entre eux, tandis que la croissance des communautés politiques était promue par les régions centrales, qui, elles, étaient en avance sur la périphérie sur le plan politique, administratif, économique et éducatif (Deutsch et coll., 1957).





De même, ils ne sont pas statiques, car les caractéristiques économiques (et politiques) peuvent évoluer au fil du temps. Par conséquent, la position d'un État, comme centre ou périphérie, au sein d'un système régional et mondial plus large est également dynamique.

Dans l'UE, les deux périphéries correspondent au sud (Portugal, Espagne, Italie, Grèce, Chypre et Malte) et à l'est, que l'on a subdivisé entre les PECO (les pays de l'Europe centrale et de l'Est), à savoir la Tchéquie, la Slovaquie, la Hongrie, la Pologne, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, et les PESE (les pays d'Europe du Sud Est), que sont la Slovénie, la Croatie, la Roumanie et la Bulgarie. Cette division fut nécessaire, car, selon les chercheur·euses·s, on peut uniquement formuler de solides recommandations politiques si l'on tient compte des déséquilibres structurels et des caractéristiques propres à chaque pays.

Ainsi, les économies du Sud sont devenues dépendantes du tourisme, des envois de fonds et des investissements étrangers directs — IED — (qui ciblent principalement les services), à savoir de secteurs et de sources de financement volatiles. En cas de choc externe, ces socles ne vont probablement pas protéger correctement les économies et les citoyen·ne·s. Ce constat s'est également imposé à l'aune de l'examen des économies des PECO (en particulier, des pays du groupe de Visegrad — V4 —) et de la manière dont elles se sont redressées après 2008. Le groupe de pays du Sud a été confronté à d'énormes difficultés et sa croissance économique reste en berne. Il est très peu probable que les pays périphériques du Sud se libèrent de cette dépendance dans un futur proche.

Par contre, même s'ils dépendent des IED, les PECO ont plus de marge sur le plan politique du fait qu'ils ne font pas partie de la zone euro (l'exemple le plus édifiant étant celui de la politique macroéconomique et budgétaire de la Hongrie après 2010). Les PESE en sont également tributaires. Cependant, la Slovénie présente



une position relativement plus confortable en raison de la transformation progressive qu'elle a effectuée dans les années 1990 tout en préservant, à l'époque, sa base productive. Son économie a été très sévèrement touchée par la crise économique de 2008, a fortiori parce qu'elle venait d'adopter l'euro et que sa marge sur le plan politique était restreinte.

Au cours de la session, tous les chercheur·euse·s ont tour à tour pris la parole en répondant à une série de questions :

- *Pourquoi est-il si important de relancer la discussion sur les relations centre-périphérie au sein de l'UE ?*
- *Quel était le contexte historique au moment de l'intégration du Sud et de l'Est dans l'UE ?*
- *Quelles sont les nouvelles périphéries qui ont émergé en Europe et quelles fragilités présentent-elles ?*
- *Quelles sont les similitudes et les différences entre les trois régions ?*
- *Quels sont les modèles économiques que l'on retrouve dans ces périphéries ?*
- *Existe-t-il des facteurs de dépendance propres à ces trois régions ? Quels sont-ils ?*
- *Comment envisagez-vous d'étudier la manifestation politique de la périphéricité dans l'UE ?*



24 novembre 2021. Politiques de l'UE en matière de migration et de réfugiés — une tache sombre dans le récit européen. Propositions alternatives pour une coexistence durable et créative



Principaux intervenant-e-s :

Vasilis Papadopoulos, président du conseil d'administration,

Conseil grec pour les réfugiés

Carla Scheytt, réseau de solidarité Bochum

Katerina Anastassiou, transform!europe, facilitatrice sur la migration et la stratégie globale

Sergio Bontempelli, Associazione Diritti e Frontiere

Modératrice :

Olga Athaniti, groupe de travail du PGE sur la migration

Intervention du public :

Marlon Lacsamana, secrétaire général, MIGRANTE Europe

Le paysage des politiques et des stratégies concernant les migrant-e-s et les réfugié-e-s dans l'UE, le cadre législatif et le nouveau « pacte sur la migration et l'asile » de l'UE ont figuré au centre des contributions, du débat et des informations partagées par les principaux intervenant-e-s et les autres participant-e-s. La militarisation des frontières extérieures et intérieures de l'UE, la multiplication des refoulements tout à fait illégaux, le parrainage par l'UE des retours « volontaires » des réfugié-e-s ainsi que la criminalisation de la solidarité manifestée vis-à-vis de ces populations créent une situation nébuleuse au sein des sociétés européennes. La pandémie ajoute de nouveaux motifs de peur qui contribuent à la diabolisation des migrant-e-s et des réfugié-e-s, à l'acceptation de la marginalisation de la main-d'œuvre migrante et à l'enracinement des discours xénophobes, fascistes et



racistes. Le soulèvement de l'extrême droite est une réalité qui doit être confrontée, car un paysage dystopique constitue une menace pour la démocratie. Outre les facteurs déjà mentionnés, la crise climatique multiplie le nombre de personnes fuyant leur pays d'origine pour rejoindre l'Europe.

Passant d'une certaine perplexité à une défense face à de fragiles êtres humains présentés comme des intrus, les institutions européennes sont témoins d'une propagation de l'impunité face aux atteintes au cadre international de protection des droits humains fondamentaux, sans toutefois offrir de stratégies durables de riposte. Les énormes camps de détention et le manque d'infrastructures de base aggravent la situation globale.

Au-delà de la crise humanitaire, la discussion s'est aussi concentrée sur la caractéristique de classe propre à cette problématique. Non seulement elle se dégage de chacune de ses dimensions, mais il s'agit également de l'un des principaux points à appréhender et à examiner à l'avenir si nous voulons faire reculer le discours haineux dominant et les attitudes xénophobes. Les migrant·e·s sans papiers ou les demandeur·euse·s d'asile sont présenté·e·s comme une menace pour les travailleur·euse·s du pays ou comme des usurpateur·rice·s de l'argent des caisses sociales, qu'il·elle·s volent aux autochtones. Le discours politique néolibéral omet de signaler que tant le secteur agricole que la prise en charge des personnes âgées, des malades ou des enfants s'appuient pratiquement sur des migrant·e·s sous-rémunéré·e·s. Ainsi, il cherche à empêcher la solidarité de classe entre les travailleur·euse·s autochtones et les migrant·e·s et il favorise l'exploitation des uns et des autres. En ce sens, les frontières au sein des États membres de l'UE instaurent des statuts différenciés parmi les travailleur·euse·s et, par la même occasion, imposent la précarité et diverses formes de discrimination.





En reconnaissant clairement que la situation des réfugié·e·s et de la migration constitue à la fois un enjeu humanitaire et un problème pour la classe ouvrière, les forces politiques et sociales de gauche, les syndicats et les réseaux de solidarité doivent rester unis contre la discrimination, l'exploitation et les menaces à l'encontre des migrant·e·s et des réfugié·e·s. La solidarité et la lutte de classe commune sont déterminantes pour avancer vers une Europe démocratique et ouverte. Une approche axée sur les aspects humanitaires et sur le travail garantit une complémentarité pour atteindre cet objectif. En ce sens, les partis politiques de gauche et les syndicats doivent cesser de s'inquiéter et de penser que s'ils embrassent également la cause des migrant·e·s et des réfugié·e·s, leurs électeur·rice·s et militant·e·s vont les désertir. Les droits humains et démocratiques s'appliquent à tous les êtres humains, et le populisme est un ennemi commun dangereux, y compris lorsque son discours semble être de gauche.

Ce séminaire virtuel s'est clôturé sur une note d'optimisme, tout en faisant preuve de détermination. Il a insisté sur le fait qu'il faut de toute urgence mener toutes les formes possibles de lutte commune et lancer des initiatives politiques et sociales. De plus, il a traduit le sentiment majoritaire que le Forum européen peut effectivement constituer un espace privilégié pour des actions originales et inspirantes.

